



Un accord sur le dos des travailleurs



Si le projet d'accord interprofessionnel était une publicité, il aurait été interdit pour ses promesses mensongères ! « 150 euros d'augmentation du salaire minimum ! 20% d'augmentation ! » peut-on entendre dans la bouche des responsables syndicaux.

Pour une fois, il faut écouter nos adversaires pour entendre la vérité ! En réalité, cette augmentation très progressive, qui ne sera atteinte qu'en 2026, ne concerne que le salaire minimum pour les travailleurs de moins de 20 ans... « Cette augmentation reste en dessous des minima salariaux dans tous les secteurs », assure la FEB aux patrons. « Et il faut s'attendre à de nouvelles baisses de cotisations sociales en compensation » ajoute l'organisation patronale.

En effet, les entreprises ne déboursent quasi rien. 60% du coût de l'accord professionnel sera financé par le gouvernement, c'est à dire les impôts et les taxes des travailleurs, et par de nouvelles économies au détriment des caisses de la sécurité sociale.

Il faut un fameux culot aux dirigeants syndicaux et aux ministres PS, pour présenter cela comme une victoire. Chaque fois que les patrons ont obtenu des baisses de cotisations patronales, cela s'est aussi traduit par des attaques contre les chômeurs, comme avec la réforme de l'assurance chômage du gouvernement Di Rupo. Ou contre les malades, comme pour le parcours de réintégration des malades longues durées de Maggie De Block qui n'a débouché que sur des licenciements sans préavis pour la grande majorité des travailleurs concernés.

Les dirigeants syndicaux sont soulagés. Ils craignent avant tout que les patrons ne discutent plus avec eux... et finalement se passent de leurs services... pour présenter aux travailleurs des reculs comme étant des avancées !

Les milliards des plans de relance des gouvernements pleuvent sur les entreprises. Et les patrons ont obtenu de ne pas augmenter les salaires pour 98% des travailleurs, qui ne recevront au maximum que 0,4% d'augmentation pour les deux prochaines années... si les travailleurs se laissent faire !

Et pour éviter aux entreprises d'embaucher, l'accord interprofessionnel prolonge pour deux ans le quota de 120 heures supplémentaires mis en place durant la crise du Corona. En ajoutant les quotas d'heures supplémentaires accordés aux patrons par les gouvernements précédents, cela fait un total de 280 heures, dont 120 sans récupération ni sur-salaire, que les

entreprises pourront imposer à leurs salariés. C'est la semaine des 44 heures à la volonté des patrons.

Qui va payer le plan de relance de 10 milliards ? Les salariés du privé et du public... si on se laisse faire ! Il suffit d'écouter le personnel hospitalier en grève. Pas d'augmentation de salaires mais des primes-cacahuètes, pas d'embauches suffisantes pour compenser la fonte des effectifs, aucune amélioration des conditions de travail. Même en temps de pandémie, pas question pour les gouvernements de faire une pause dans leur politique d'austérité. Les enseignants, les pompiers, les cheminots, les fonctionnaires sont prévenus. Ainsi que tous ceux du privé dont l'exploitation va être aggravée.

Certains parlent de relance pour lutter contre le réchauffement climatique et construire une économie durable, comme le prétendent les gouvernements et la Commission européenne. Mais le capitalisme ne développe que la guerre économique, le pillage de la planète et l'exploitation des travailleurs. Et entre deux messes sur le climat, le président Biden mobilise ses alliés de l'Otan contre la Russie et la Chine...

Les dirigeants syndicaux et du PS capitulent devant les patrons, alors que le capitalisme entraîne la société vers de nouvelles catastrophes

et de nouvelles guerres encore pires que les précédentes.

Mais les travailleurs ne peuvent se permettre de capituler. Il leur faut mener le combat pour une existence digne, contre le chômage et la précarité, en partageant le travail entre tous et en imposant une augmentation générale des salaires et des pensions.

Un tel combat exige bien davantage que des manifestations ou des grèves limitées. Ce sont les luttes qui ne s'arrêtent pas aux frontières et qui entraînent les travailleurs à s'unir qui changent les rapports de force. Et c'est au travers de ces luttes que les travailleurs construiront les organisations syndicales et les partis communistes révolutionnaires qu'il leur faut pour renverser le capitalisme.

Grève chez GSK

Depuis le 8 juin, les travailleurs de l'entreprise pharmaceutique à Wavre étaient en grève contre le projet de la direction de supprimer le bonus lié aux résultats des employés, la CCT 90. Ils y perdraient au moins 1 000 euros par an.

C'est à Wavre que les travailleurs ont produit les adjuvants de plusieurs vaccins anti-covid, sous la pression qu'on peut imaginer. Mais ce sont les actionnaires qui en veulent le fruit pour eux, et pour eux seuls. Leur cupidité n'a pas de limite, mais elle finit par provoquer la colère des travailleurs.

L'action a eu un premier résultat, car la direction est revenue en arrière et a remis en place la CCT 90. Et s'il est déjà clair que la direction va lésiner sur les critères de la prime, les travailleurs de leur côté ont montré qu'ils n'entendent pas se laisser faire !

Mobilisation dans la santé



Jeudi 17 juin, de nombreux travailleurs des hôpitaux wallons et bruxellois ont fait grève à l'appel des syndicats. Ils dénoncent le manque de personnel, la surcharge de travail, le manque de reconnaissance et de salaire.

Après 15 mois d'épidémie et de belles paroles du gouvernement, rien n'a été fait pour relever les salaires ni pour embaucher le personnel nécessaire.

Et maintenant que le nombre de personnes malades du covid est en diminution, le personnel subit la pression des directions pour effectuer les consultations et interventions courantes qui avaient été annulées et reportées, afin de faire rentrer l'argent dans les caisses.

Tout cela alors que le personnel est épuisé et que rien n'est fait pour que chacun puisse prendre ses congés.

Ils ont bien raison de se faire entendre ! Il faut d'urgence refinancer la santé et l'argent pour cela existe dans les coffres forts de l'industrie pharmaceutique et médicale !

Les profits sont bien assurés !

L'assureur liégeois Intégrale, détenu à 70% par Nethys (qui possédait l'opérateur Voo), a été vendu à Monument Re, un groupe financier spécialisé dans les assurances et localisé dans le paradis fiscal opaque des Bermudes.

La vente semble tout aussi opaque et des créanciers d'Intégrale ont

engagé des procédures judiciaires pour s'opposer à cette vente. Ils critiquent la Banque Nationale de Belgique pour son absence de surveillance.

Intégrale avait versé 18 millions d'euros à Nethys, utilisés pour payer de fortes primes injustifiées aux anciens dirigeants de Nethys dont Stéphane Moreau (PS). Moreau a aussi été accusé d'avoir utilisé l'argent de Nethys pour couvrir ses pertes financières dans des investissements douteux au Congo.

L'avenir des centaines de travailleurs d'Intégrale et de Voo est en jeu car nul ne connaît les intentions de leurs repreneurs pour qui seul le profit compte.

Ces magouilles montrent que des capitalistes privés peuvent allègrement piller des entreprises publiques avec la complaisance de la Banque Nationale chargée de contrôler ces transactions.

Un exemple de plus qui justifie le contrôle direct des travailleurs sur les comptes des entreprises.



Lutte Ouvrière a pris le relais de La Voix des Travailleurs

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

La construction reste un secteur dangereux

Cinq morts, neuf blessés dont quatre graves, c'est le bilan de l'effondrement d'une école en construction à Anvers. Les ouvriers travaillaient nuit et jour pour tenir le délai de l'ouverture en septembre. Les travailleurs de la construction savent que les délais et les coûts passent avant leur sécurité.

Les patrons du secteur de la construction et les ministres veulent changer « l'image négative du bâtiment » auprès des jeunes, car le secteur manque de bras. Ce n'est pas encore cette fois-ci qu'ils y arriveront !

Travailleurs avec et sans papiers : solidarité !



Dans l'Horeca, le bâtiment, l'industrie de la viande et beaucoup d'autres secteurs, des travailleuses et travailleurs sans-papiers contribuent à faire tourner la société. Dans les soins de santé, ils sont un certain nombre à avoir des compétences et des diplômes qui ne demandent qu'à être régularisés.

Mais pour les patrons et pour l'État, ils sont une main d'œuvre au rabais, sans aucun droit.

Aujourd'hui, ils sont 400 à faire grève de la faim, et se mettent en danger de mort pour attirer l'attention sur leur révoltante situation. Ils travaillent ici, vivent ici : ils doivent être RÉGULARISÉS !

Les frontières, les papiers, nous divisent et nous affaiblissent. Pendant que les sans-papiers subissent une exploitation sans limite, les

travailleurs avec papiers subissent l'intérim généralisé, les cadences et pressions infernales, les bas salaires honteux.

C'est tous ensemble qu'on devra se défendre contre la ruine de nos conditions d'existence.

Planète sans visa



Depuis dix ans, le nombre de réfugiés a doublé sur la planète, fuyant les violences et la guerre, obligés de quitter notamment la Syrie, la Birmanie ou l'Afghanistan. Parmi ces 82 millions de personnes, 42% sont des enfants.

Contrairement à bien des idées reçues alimentées par les discours réactionnaires des politiciens, ces damnés de la terre ne se réfugient pas dans les pays riches, mais d'abord au Pakistan, en Ouganda ou en Turquie.

Les grandes puissances sèment le chaos et la guerre partout dans le monde, mais elles sous-traitent aux pays pauvres les désastres humanitaires qui en découlent.

LO France

Inde : les cimetières de fortune des plus pauvres

En Inde, où le décompte officiel des victimes des malades décédés du Covid se monte à plus de 340 000, les inégalités marquent tout du long le sort des plus pauvres.

Beaucoup n'ont pas accès à l'hôpital et ne peuvent pas se soigner, bien que l'Inde soit un des principaux producteurs de médicaments du monde. Le prix du bois ayant augmenté, la crémation des corps est devenue trop coûteuse pour les familles les plus pauvres, contraintes d'enfouir leurs

proches dans les bancs de sable du Gange.

Ce n'est pas le virus qui est responsable de cette situation mais l'organisation capitaliste de l'économie : la plus grande partie de la population est contrainte de vivre dans le dénuement.

LO France

Vaccins : sommet d'hypocrisie

Lors du dernier G7, à propos de la levée des brevets sur les vaccins, les dirigeants des sept plus grandes puissances économiques se sont seulement "engagés à poursuivre les discussions devant l'OMS". Cela équivaut à un refus et cela juge les déclarations de Biden ou de Macron sur la nécessité de cette levée : une belle hypocrisie.

En Afrique, en Inde et ailleurs, le virus va continuer à faire des centaines de milliers de victimes. De nouveaux variant résistants aux vaccins actuels pourraient y apparaître et menacer à nouveau toute la planète. Mais, pour les dirigeants des pays riches, cela a moins d'importance que l'enrichissement des propriétaires des firmes pharmaceutiques. C'est criminel, c'est le capitalisme.

LO France

Un système drogué à la spéculation

Le footballeur portugais Cristiano Ronaldo a retiré le coca placé devant lui, bien dans le champ de la caméra lors d'une conférence de presse et a invité à boire de l'eau. Il a suffi de ce simple geste, assez sain finalement, pour faire dévisser la valeur boursière de Coca Cola de 1,5% ou 4 milliards de dollars, dans les quelques minutes qu'a duré la conférence de presse.

Un symptôme de plus de la fièvre spéculative qui menace tout le système d'effondrement, d'un jour à l'autre.

OTAN : la défense... du pillage impérialiste



Le sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord du 14 juin à Bruxelles a conclu que la Chine représentait un « défi systémique » pour l'ordre mondial : en clair, la concurrence économique et militaire de la Chine gêne le capitalisme dominé par les USA.

L'OTAN parle d'un « ordre mondial », qui est plutôt un chaos mondial, où les armées occidentales bombardent et détruisent des pays entiers comme l'Irak, la Lybie, la Syrie, l'Afghanistan, le Mali... en massacrant des milliers de civils. Et cela pour enrichir les producteurs d'armes et les multinationales qui pillent les ressources de ces pays.

Ces guerres criminelles coûtent des milliers de milliards qui pourraient être utilisés dans les soins de santé, l'éducation, les pensions...

Effectivement, les dirigeants chinois veulent leur part du gâteau mondial, en copiant les puissances impérialistes qui leur ont donné l'exemple depuis deux siècles.

Les travailleurs du monde entier, européens, américains, chinois, africains... ne peuvent que refuser l'ordre mondial de l'OTAN comme celui de Pékin. Dans ce monde capitaliste, les États s'affrontent pour accroître la part du gâteau de leurs milliardaires respectifs, pendant que l'immense majorité des populations sont de plus en plus exploitées, et beaucoup plongées dans la guerre et la misère.

Pour en finir avec ce désordre mondial barbare, il faudra, comme le proposaient Marx et Engels, que les travailleurs de tous les pays s'unissent pour renverser le capitalisme.

Ouïghours : oppression chinoise, profits occidentaux

Le parlement belge a adopté une déclaration qui reconnaît un « risque de génocide » envers les Ouïghours dans la province Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine.

De nombreuses ONG et syndicats tentent depuis des années d'attirer l'attention sur les camps de travail forcé où sont internés des centaines de milliers de Ouïghours et aussi de plus en plus de Kazakhs, sous prétexte de « menaces terroristes » qui émaneraient de cette population aux traditions musulmanes.



Les gouvernements occidentaux ont fermé les yeux bien longtemps, et cela d'autant plus que ces travailleurs réduits en esclavage fabriquent le coton des vêtements vendus à l'Occident par les marques connues, ou encore des pièces pour les voitures comme Volkswagen, PSA et autres.

De fait, la dictature de l'Etat chinois se dirige contre toute la classe ouvrière en Chine. Classe ouvrière très nombreuse qui trime pour les capitalistes du monde entier qui veulent voir leurs salaires rester le plus bas possible !

Un conflit entre brigands sur le dos des Ouïghours

Les déclarations actuelles de plusieurs parlements occidentaux, dont le belge, servent à signifier au gouvernement chinois de se limiter à son rôle de geôlier de la classe ouvrière, de renoncer à ses projets d'expansion et de limiter sa concurrence avec les grands pays impérialistes.

Les puissances impérialistes de première, deuxième et troisième classe tentent de défendre leurs chasses gardées. Et ils ont montré bien des fois qu'au besoin, ils ne reculent ni devant les guerres et les massacres, ni devant les génocides. Les exactions du colonisateur belge contre la population du Congo y figurent en bonne place.

Par contre, les milliards d'ouvriers chinois, ouïghours, kazakhs, de même que les travailleurs belges, américains... ont tous intérêt à renverser ce système qui engendre toujours plus de guerres, de dictatures et de souffrances dans le monde entier !

Travail des enfants : barbarie de la société en hausse



Un rapport de l'Organisation Internationale du Travail et de l'Unicef pointe la montée très importante du travail des enfants dans le monde : 160 millions étaient concernés début 2020, soit 8,4 millions de plus depuis 2016.

La situation s'aggrave avec la crise sanitaire et économique qui frappe de plein fouet les populations les plus pauvres, auxquelles le travail de leurs enfants rapporte un salaire indispensable à la survie familiale.

Les auteurs du rapport appellent à « briser le cycle de la pauvreté et du travail des enfants ». Pour que le vœu pieux devienne réalité, il faudra renverser ce système barbare.

LO France

L'Afrique, territoire de chasse des multinationales



Les habitants de Similimi, dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, sont en lutte contre la société indienne BMSA, qui extrait et traite le manganèse. L'activité a détruit les cultures et les sources d'eau, recouvre les villages de poussières, ne laissant d'autre choix aux habitants que de partir.

La société minière, elle, n'a accordé que des indemnités ridicules, alors que l'extraction du manganèse, le quatrième métal le plus utilisé au monde, est très rentable. Lorsque les habitants protestent en barrant les routes, l'État ivoirien envoie les gendarmes pour les repousser.

« La mine aurait dû nous apporter la richesse, elle nous a apporté la misère », a commenté un habitant.

Le pillage de l'Afrique et de ses richesses rapporte depuis plus d'un siècle des profits à des multinationales, notamment françaises, et spolie les populations avec la complicité des classes dirigeantes locales.

LO France

Taxe Gafam, une égratignure pour les trusts



Au G7, les sept pays capitalistes les plus riches du monde, dont la France, ont abouti à l'idée qu'un impôt minimum de 15% soit appliqué aux multinationales. Ce serait, dit-

on, une solution contre l'évasion fiscale de ces trusts qui déclarent leurs bénéfices dans les pays où ils sont le moins taxés.

Mais le simple fait de limiter ce taux à 15% montre le dérisoire de cette « décision historique ». En effet, dans les pays du G7, la moyenne de l'imposition des entreprises est de 23%. D'ores et déjà, les sociétés concernées, dont Facebook, se sont félicitées de cette proposition. Ça veut tout dire !

LO France

Alimentation : flambée des prix

Prix en liberté ...



Pouvoir d'achat emprisonné

Selon l'ONU, l'indice des prix de denrées alimentaires, au niveau mondial, a encore augmenté pour le douzième mois consécutif et atteint un niveau jamais vu depuis 2011, année qui était un record historique. Ajouté à la chute des revenus des travailleurs du monde entier du fait de la crise économique, c'est la faim qui s'étend.

À l'origine de ces hausses de prix on nous parle de causes climatiques, mais en régime capitaliste elles sont utilisées pour une spéculation criminelle.

LO France

3M et complices : une société à irresponsabilité illimitée

Les habitants dans un rayon de 15 km autour de l'usine chimique 3M à Zwijndrecht ont appris qu'ils vivent sur un sol hautement contaminé de PFOS.

Il s'agit d'une molécule très toxique qui a été produite dans l'usine 3M

jusqu'en 2002. Elle a des effets cancérogènes et perturbateurs sur les systèmes endocrinien et immunitaire.

Elle a été utilisée dans une multitude d'applications de produits à usage quotidien, comme des tapis et des emballages ou encore des produits contre les incendies.

Elle a enfin été interdite en Europe en 2009.

La colère monte et prend les allures d'un scandale de grande ampleur, et il y a de quoi : on apprend par exemple maintenant que la pollution a été découverte dès 2018, pendant les travaux de l'Oosterweel, mais que 3M et Lantis, l'entreprise publique responsable des travaux, se sont mis d'accord pour garder le silence.

Plutôt que de faire attendre des grandes entreprises de la construction comme Jan de Nul, BESIX et DEMA, qui auraient vu les délais s'allonger, ils ont préféré mettre sciemment en danger les ouvriers du chantier et les riverains.

Quant au gouvernement flamand, il annonce dépenser 63 millions d'euros pour assainir les sols, se contentant d'une participation de 75 000 euros la part de 3M. Un groupe mondial dont le profit net s'élève à 4,45 milliards d'euros en 2020 !



Chauffeurs de taxis salariés ou indépendants, Heetch ou Uber, même exploitation !



Cela fait maintenant 15 mois qu'une grande partie des conducteurs de taxis reçoivent le chômage temporaire. Avec la fermeture des frontières, les courses depuis l'aéroport ou depuis les gares, qui faisaient la majorité de leur activité, ont drastiquement diminué, de 75 à 80%. Pour tous les chauffeurs, au chômage ou non, cela signifie des sacrifices supplémentaires pour les travailleurs d'un secteur déjà très précaire.

Quel que soit leur statut (salariés, indépendants, uberisés), tous peinent à gagner leur vie dignement, malgré des journées qui dépassent souvent les 10h. C'est le cas des taxis salariés qui sont toutefois payés à la course, et qui doivent parfois enchaîner des semaines de 12h par jour et des week-ends de travail ininterrompu. Cette surcharge de travail est également un grave danger pour leur santé. En plus des risques d'accident qui augmentent avec la fatigue, au moins 3 chauffeurs sont décédés d'arrêt cardiaque.

Un chauffeur salarié témoigne : « Nous travaillons souvent 72h par semaine, mais comme la compagnie ne compte que les temps de course, il ne compte qu'un maximum de 38h par semaine. Dans la plupart des compagnies, les chauffeurs sont obligés de travailler 12h par jour, afin que le taxi soit utilisé 24h/24h. Évidemment, nous travaillons souvent la nuit, ce qui coûte plus cher

au client, mais ne nous rapporte qu'une prime de... 1€ par nuit. Pendant ce temps, les patrons continuent à toucher 76% de nos courses ! »

Les indépendants ne sont pas mieux lotis. Ils sont dépendants d'une centrale d'appel, comme les taxis verts ou les taxis bleus, qu'ils doivent payer 500 à 600€ par mois, en plus du coût de l'entretien de leur taxi et de l'assurance. Du côté des chauffeurs Uber ou Heetch, ceux-ci se retrouvent avec un salaire très incertain, gagnant entre 700 et 1 700€ pour 60h de travail par semaine en moyenne.

Tous ces chauffeurs ont régulièrement exprimé leur mécontentement dans la rue, que ce soient les taxis contre Uber en 2015, contre le plan taxi en 2018, ou plus récemment les chauffeurs Uber contre l'interdiction d'utiliser leur Smartphone au volant.

Les chauffeurs de taxis ont raison d'être en colère et de défendre leur gagne-pain. Mais toutes ces mobilisations ont chaque fois été encadrées et récupérées par les compagnies de taxis ou par Uber pour faire pression sur le monde politique et défendre leurs intérêts à eux, de patrons et donneurs d'ordres.

Comme a témoigné un chauffeur dans la presse : « Les organes de représentation officiels sont dominés par des exploitants [...]. Ils prétendent protéger les chauffeurs alors qu'ils défendent uniquement leurs intérêts. Pour eux, les chauffeurs sont des vaches à lait qui ne peuvent pas se rebeller puisqu'il y a une forme d'entente entre exploitants sur les conditions de travail. »

Car ce qui intéresse les patrons (les compagnies de taxis, les centrales d'appel ou les plateformes en ligne) c'est avant tout de se prendre les parts de marché les uns aux autres, pour faire plus de profits, en mettant en concurrence les travailleurs les uns contre les autres.

Chauffeurs Uber et chauffeurs de taxis fournissent un travail utile et nécessaire. Et pourquoi le service taxi n'est-il pas un service public accessible à toutes et tous ?!

Brèves Audi Bruxelles

Notre santé ou celle des profits ?

Jeudi 10, aux batteries, plusieurs cas de Covid ont été détectés. Mais la direction, au lieu d'envoyer toute l'équipe en quarantaine, a trouvé que la production était plus importante que notre santé. Mal leur en a pris, car du coup, il n'y a pas eu de production du tout.

Tout le monde est sorti, car si la direction n'est responsable que de la santé des profits, il faut bien qu'on s'occupe nous-mêmes de la nôtre !

Encore un conte pour nous endormir...

Il était une fois le Q8 e-tron. Un jour de novembre, il viendra (peut-être) sauver les emplois...

Une bonne fée pour nous sauver ... et ils vécurent heureux ? A qui veulent-ils faire croire ça ? Nous connaissons tous la réalité : rien n'est sûr, et si le modèle vient vraiment, cela signifiera encore plus d'exploitation pour nous, pour encore plus de profits pour les actionnaires.

Dans un cas comme d'autre, il faudra défendre nos emplois, nos salaires, notre santé, nos conditions de travail !

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !